

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MARDI 20 MARS 2007

DINSDAG 20 MAART 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 41 par M. Hans Bonte, président.

Le **président** : L'interpellation n° 1051 de Mme D'hondt est retirée. Sa question n° 14667 sera posée en commission des Finances.

01 Interpellation et question jointes de

- Mme Greta D'hondt au ministre de l'Emploi sur "la mise en oeuvre de l'accord de gouvernement" (n° 1050)

- Mme Annemie Turtelboom au ministre de l'Emploi sur "son intention de réduire à 50 travailleurs le seuil pour la création de conseils d'entreprise" (n° 14717)

01.01 Greta D'hondt (CD&V) : Je souhaite dénoncer le fait que le gouvernement nous laisse horriblement sur notre faim : cette commission a beaucoup trop peu de pain sur la planche. Abstraction faite du grand nombre de questions et de quelques propositions de loi, nous n'avons guère de travail. Où sont-ils donc, tous ces projets de loi annoncés par le gouvernement pour cette législature encore ? Je me demande de plus en plus pourquoi le gouvernement nous réquisitionne pendant la seconde semaine des vacances de Pâques. Une chose est claire : le Parlement n'est certainement plus maître de son propre agenda.

Le **président** : Nous attendons effectivement les textes des projets de loi annoncés.

01.02 Greta D'hondt (CD&V) : Le conclave qui s'est déroulé à Louvain ne semble guère s'être intéressé à l'emploi. Pas de conférences de presse sur un fond de pancartes criardes annonçant la création de 200.000 nouveaux emplois cette fois-ci. L'accord de gouvernement de la coalition violette faisait pourtant miroiter une augmentation importante du nombre de travailleurs, qui devait passer de 4.200.000 à 4.400.000!

Dès le départ, l'objectif de 200.000 emplois reposait sur de fausses prémisses, dans la mesure où, fin 2002, il n'y avait pas 4.200.000 personnes au travail. En réalité, entre 2003 et 2007, l'emploi a augmenté de 160.000 unités environ. Plus important toutefois : fin février 2007, notre pays comptait pas moins de 548.854 non-actifs, contre 480.961 début février 2000. Sous la présente législature, le nombre de chômeurs a donc augmenté de 70.000 unités. Et plus grave encore : les chômeurs de longue durée, qui éprouvent de réelles difficultés à retrouver un emploi, représentent 51,6 % de ce groupe.

Le taux d'activité est certes passé de 59,9 % à 60,6 % mais nous sommes loin des 70 % annoncés à l'horizon 2010. Nous continuons de stagner autour des 60 %, alors qu'en Europe, le taux d'activité est de 65,2 %, qu'en Allemagne, il est de 65,4 % et qu'aux Pays-Bas, il atteint même 73,2 %. Exception faite de l'Espagne, le taux d'activité des femmes en Belgique est le plus faible d'Europe. En ce qui concerne les travailleurs âgés, en dépit des mesures imposées par le Pacte entre les générations, le taux d'activité est de 32 %, soit 12 % en deçà de la moyenne européenne.

Qu'en est-il de la réduction des charges sur le travail? Ne conviendrait-il pas d'harmoniser les nombreuses mesures ?

Notre taux de productivité est de 122,9 %, alors que la moyenne européenne est de 100 %. L'emploi se

maintient donc grâce au taux de productivité élevé de notre pays.

Qu'en est-il de la diminution des charges sur le travail ? Un homme isolé paie 55,4 % d'impôts sur son salaire, alors que la moyenne européenne n'est que de 42,6 %. Lorsqu'il a une famille à charge, ce pourcentage diminue à 40,1 %, par rapport à une moyenne européenne de 32,1 %. Pour les entrepreneurs comme pour les travailleurs salariés, les charges qui pèsent sur le travail en Belgique sont donc les plus élevées de l'ensemble de l'Union européenne.

Qu'en est-il de l'harmonisation des statuts des ouvriers, des employés et des indépendants ? Des efforts ont été consentis pour les indépendants, mais les différences restent importantes entre le statut des ouvriers et celui des employés. Ce point figurait pourtant en bonne place dans l'accord de gouvernement.

Il y a deux ans déjà, à présent, que le gouvernement n'est pas en règle en ce qui concerne la directive relative à la représentation des travailleurs dans les PME, qui devait être transposée en droit belge pour la fin du mois de mars 2005. En outre, le Conseil d'État a annulé le projet d'arrêté royal relatif aux élections sociales de l'an prochain. Peut-être ce point pourra-t-il aussi encore être réglé avant les vacances de Pâques.

01.03 Annemie Turtelboom (VLD) : La directive européenne 2002/14 CE établissant un cadre général relatif à l'information et à la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne n'est toujours pas transposée dans notre droit. Après l'annulation par le Conseil d'État du projet d'arrêté royal relatif aux élections sociales, le ministre a déclaré qu'il avait l'intention d'abaisser le seuil de création d'un conseil d'entreprise de 100 à 50 travailleurs et de prendre un arrêté d'exécution avant la fin de cette législature encore.

Qu'en est-il de la transposition de la directive européenne ? Les organisations des travailleurs ont-elles pu développer une argumentation juridique concluante montrant que cette directive impose la mise en place d'une délégation syndicale dans les PME ? L'ensemble du gouvernement se rallie-t-il à la proposition d'abaisser le seuil à 50 travailleurs ? Comment le ministre fait-il pour concilier cette proposition et le point de vue qu'il serait peut-être aussi bon d'impliquer les employeurs dans ce débat ? Une concertation est-elle encore prévue avec les partenaires sociaux ? Quel est le calendrier prévu pour la publication du nouvel arrêté royal ?

01.04 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Le Conseil des ministres de Louvain n'avait pas pour but d'évaluer l'action du gouvernement ou des ministres pas plus que de donner un aperçu des réalisations.

Le budget économique 2007 établi par l'Institut des Comptes nationaux et le Bureau du Plan sur la base de données administratives a servi de base lors du contrôle budgétaire du week-end dernier. Le taux d'emploi s'est élevé à 61,7 % en 2003, à 61,8 % en 2004, à 62 % en 2005, à 62,2 % en 2006 et il atteindra 62,5 % en 2007. Cette année, l'emploi intérieur augmentera d'environ 160.000 unités par rapport à 2003. Si nous n'avons pas atteint nos ambitions initiales, c'est notamment parce qu'entre 2003 et 2006, le taux d'emploi n'a pas connu une augmentation plus sensible en dépit de l'augmentation du nombre d'emplois.

Le taux de chômage est passé de 8,2 % en 2003 à 8,4 % en 2004 et en 2005 et à 8,3 % en 2006, ce qui s'explique par le fait que la population active s'est accrue de 123.000 unités entre 2003 et 2006, tandis que l'emploi n'a augmenté que de 111.400 unités au cours de cette même période. En 2007, l'emploi augmentera de 45.600 unités, tandis que la population active ne s'accroîtra que de 28.400 unités. Le chômage devrait diminuer de 70.500 unités, ce qui devrait faire baisser le taux de chômage harmonisé Eurostat à 7,9 %.

Il ressort du rapport annuel 2006 de la Banque nationale que l'intensité en main-d'oeuvre de la croissance économique a atteint le niveau de la fin des années '90 en conséquence de la réduction des coûts salariaux pour les bas salaires et du système des titres-services, qui permet de maintenir des emplois moins productifs. La croissance économique belge demeure d'ailleurs structurellement supérieure, en 2007 également, à celle des pays voisins.

Les données d'Eurostat se situent à un niveau inférieur, mais traduisent la même tendance : une évolution de 59,6 % en 2003 à 60,9 % en 2006. Nous sommes donc encore éloignés des 65 % mentionnés dans l'accord de gouvernement mais l'évolution est favorable.

On peut lire dans le rapport de novembre 2006 du Conseil central de l'économie qu'entre 2005 et 2006, l'emploi a augmenté de 2,4 %. Dans les trois pays limitrophes du nôtre, il n'a augmenté que de 0,5 %. Mesurée en fonction du nombre d'heures travaillées, la croissance s'est élevée chez nous à 2,2 %. Chez nos voisins, en revanche, elle a baissé de 0,5 %.

Le nombre de paiements effectués par l'ONEm est en baisse depuis plusieurs mois. Depuis mai 2006, le nombre de chômeurs indemnisés diminue chaque mois en comparaison du même mois de l'année précédente. En Flandre, la baisse est spectaculaire mais même en Wallonie, une baisse mensuelle a été observée. À Bruxelles, toutefois, les chiffres restent moins favorables.

Entre mai 2006 et janvier 2007, le chômage des jeunes a diminué chaque mois d'environ % par rapport à l'année précédente. En Flandre, il s'est même agi de baisses de l'ordre de 15 %, avec un pic de 21 % en janvier 2007. Mais l'évolution a été positive dans les autres Régions également. Quant au chômage de longue durée, il baisse constamment en Flandre et en Wallonie, mais pas à Bruxelles.

La préparation du marché du travail au vieillissement de la population active a été le fil rouge de la politique gouvernementale. La plupart des mesures du Pacte de solidarité entre les générations ont été entre-temps converties en textes de loi et en arrêtés d'exécution. Ce Pacte comportait des mesures à la fois du côté de la demande et de l'offre. En prenant un ensemble de mesures supplémentaires en faveur des jeunes peu scolarisés, le gouvernement a prêté également attention à l'équilibre intergénérationnel.

Notre nouvelle approche en matière de restructurations a porté clairement ses fruits. Les prépensions et les mesures « Canada dry » ne sont plus les seules et uniques options. Les plans sociaux adoptés comportent suffisamment de mesures d'activation. Dans le cadre de l'arrêté royal du 16 juillet 2004, les réductions de cotisations ont été en outre consolidées substantiellement.

Les conditions posées en matière d'âge et d'ancienneté dans le cadre de la prépension conventionnelle seront progressivement rehaussées à partir de 2008 sans pour autant entamer les droits sociaux. Dans l'accord interprofessionnel, les partenaires sociaux ont concrétisé les notions de métier lourd et de périodes assimilées. Les taux de cotisation pour le système Canada dry et pour la prépension sont de nature à décourager la sortie de la vie active à un âge peu avancé. Le refus d'assurer la continuité des paiements en cas de reprise du travail entraîne des sanctions sévères. Pour les prépensions complémentaires, les partenaires sociaux ont conclu une CCT garantissant la continuité des paiements. La solidarisation des coûts de la prépension des travailleurs âgés sera régie par l'arrêté d'exécution de la loi de 2002. L'octroi du complément de reprise du travail sera accéléré. Une réduction supplémentaire de cotisations sera appliquée à la date prévue. Le recours fréquent et accru au Fonds de l'expérience professionnelle ainsi que la nature des projets introduits montrent par ailleurs que l'emploi des aînés fait l'objet d'une attention de plus en plus soutenue.

Nous ne pouvons pas encore mesurer les effets des différentes mesures, mais il est clair qu'on assiste à un changement de mentalités au niveau des entreprises et de la population. Il ressort d'une enquête menée récemment par SD Worx qu'avant le contrat de solidarité entre générations, le citoyen désirait partir à la retraite à 56 ans. À présent, cet âge est passé à 57 ans. Le Belge s'attend cependant à ne pouvoir prendre sa pension qu'à 62 ans, contre 60 ans auparavant. Lors de la restructuration d'Agfa-Gevaert, les ouvriers de l'entreprise n'ont même introduit aucune demande de prépension anticipée, ce qui signifie que les travailleurs les moins jeunes pouvaient continuer à travailler dans la société tandis qu'un nouvel emploi a été recherché pour les jeunes.

Lors de l'installation du gouvernement, ce dernier s'est proposé d'abaisser les charges sur le travail. Cinq groupes cibles ont été définis, à savoir les personnes peu qualifiées, les emplois à temps partiel, les emplois dans le domaine de la connaissance, les aînés et le non marchand. Le seuil minimal pour l'abaissement des charges sur les salaires modestes a été rehaussé à 1.770 euros par mois le 1^{er} janvier 2004 et à 1.956,90 euros par mois le 1^{er} janvier 2005.

La réduction des coûts salariaux sur les bas salaires stimule l'emploi et le système des conventions de premier emploi a été réformé le 1^{er} janvier 2004. Désormais, la durée maximale d'un an est remplacée par une possibilité de prolongation jusqu'à ce que le travailleur atteigne l'âge de 26 ans. L'application de la réduction des charges prévue dans le cas des jeunes travailleurs peu qualifiés a été élargie à 1.000 euros pendant les huit premiers trimestres et ensuite à 400 euros par trimestre jusqu'à ce que le travailleur atteigne l'âge de 26 ans. Le Pacte de solidarité entre les générations stipule que les travailleurs très peu qualifiés bénéficient d'une réduction de 1.000 euros des charges par trimestre pendant quatre ans. Ils ont également droit à une allocation d'attente mensuelle de 350 euros pendant six mois. Depuis le 1^{er} janvier 2006, une réduction supplémentaire des charges de 300 euros par trimestre, diminuant jusqu'à 30 euros au moment où le travailleur atteint l'âge de 29 ans, est également prévue pour les travailleurs de 19 et 20 ans.

La formule de réduction structurelle pour les travailleurs à temps partiel a été adaptée. A compter du 1^{er} avril 2007, le droit à la réduction des charges pour les travailleurs à temps partiel ayant une durée de travail contractuelle d'au moins 50 % sera absolu. Le seuil minimum de 33 % de prestations effectives est abaissé à 27,5 %. Pour les emplois de la connaissance, le plafonnement des cotisations sociales n'a pas été mis en oeuvre mais le système a été simplifié. Une composante salaires élevés intègre, depuis le 1^{er} janvier 2004, une réduction de 1,73 % des charges sur la partie de la rémunération qui dépasse 4.000 euros.

A partir du 1^{er} avril 2007, en vertu du Pacte de solidarité entre les générations, une augmentation progressive de la réduction des charges est appliquée à partir de 50 ans. A 50 ans, la réduction des charges s'élève à 50 euros et elle est ensuite augmentée chaque année jusqu'à 800 euros de réduction par trimestre à 65 ans. Cette mesure devrait compenser l'augmentation des coûts salariaux due aux augmentations barémiques ou à la perte de productivité des travailleurs vieillissants. Le 1^{er} juillet 2004, la réduction des charges du Maribel social est passée de 288,18 euros par trimestre à 332 euros. Le 1^{er} janvier 2005 cette réduction est passée à 354,92 euros.

Le montant de 800 millions d'euros de réduction des charges promis a été atteint. La réduction structurelle est passée de 2,9 milliards d'euros en 2003 à 3,8 milliards d'euros en 2005. Pour l'emploi dans le secteur non marchand, le montant total du Maribel social est passé de 339 millions d'euros en 2003 à 612 millions d'euros en 2005.

De grands progrès ont en effet été réalisés sous la présente législature en ce qui concerne le statut des indépendants. Cette matière ressortit toutefois à la compétence de la ministre des Classes moyennes.

Les partenaires sociaux ont créé une commission dirigée par le professeur M. Vanachter pour examiner le statut unique pour les ouvriers et les employés. J'ai reçu les partenaires sociaux le 26 octobre. Tous les dix considèrent que des progrès sont réalisés et ont déclaré qu'ils aimeraient poursuivre le travail en ce sens. Étant donné qu'ils n'ont pas voulu inclure ce point dans les négociations relatives au nouvel accord interprofessionnel, ils ont suspendu leurs travaux jusqu'au début de cette année. J'attache beaucoup d'importance à la concertation sociale et je veux donner la chance à la commission de se prononcer elle-même à ce sujet. L'AIP indique clairement que les partenaires sociaux prennent très à coeur le rapprochement des statuts des ouvriers et des employés.

Le gouvernement a transposé la directive européenne relative à la représentation des travailleurs au sein des PME pour ce qui concerne l'obligation d'information économique et financière et d'emploi. Le Conseil national du travail a rendu un avis mitigé à ce sujet le 24 mars 2005. Le délai de transposition est arrivé à échéance le 3 mars 2005 et dans l'intervalle, une procédure est en cours devant la Cour européenne, qui rendra son jugement à la fin de ce mois ; des astreintes pourront ensuite être infligées.

J'ai proposé un compromis au Conseil des ministres. Pour les entreprises occupant entre 50 et 100 travailleurs, j'ai proposé la création, outre le comité de prévention, d'un conseil d'entreprise où siègeraient les membres de ce comité. Il n'y aurait donc pas lieu d'organiser d'élections distinctes et il ne serait pas question de travailleurs protégés supplémentaires. Dans les entreprises occupant moins de 50 travailleurs et dotées d'une délégation syndicale, celle-ci pourrait être chargée des missions d'information. Dans les entreprises occupant moins de 50 travailleurs où il n'existe pas de délégation syndicale et où le nombre d'accidents de travail serait significativement plus important, une délégation syndicale deviendrait obligatoire à partir de 20 travailleurs. Cette proposition répond aux revendications des employeurs comme des travailleurs, mais elle ne fait pas encore l'objet d'un accord.

Dans son avis, le Conseil d'État relève l'absence de fondement juridique de l'arrêté royal réglant les élections sociales de 2008 pour n'imposer la création de conseils d'entreprise qu'à partir de 100 travailleurs. Il est vrai que la loi de 1945 impose la création d'un tel conseil à partir de 50 travailleurs et que ce chiffre ne peut être modifié par la voie d'un arrêté royal.

Je tiens à prendre en compte tant les intérêts des organisations des travailleurs que ceux des organisations patronales. Je mettrai tout en œuvre pour résoudre ce problème avant la fin de la législature. Si nous devons ignorer les observations du Conseil d'État, les élections sociales de l'année prochaine risqueraient de se dérouler de manière chaotique. Les syndicats pourraient s'adresser aux tribunaux pour exiger des élections dans les entreprises occupant au moins cinquante travailleurs. Nous devons prendre du recul par rapport au caractère symbolique de cette discussion et veiller à ce que les élections sociales se déroulent conformément à la loi.

01.05 Greta D'hondt (CD&V) : Notre pays connaît une croissance économique bien plus importante que les autres Etats membres de l'UE. Pourtant, nous ne parvenons pas à traduire cette croissance dans une augmentation du taux d'emploi. Ce dernier reste de 5 % en dessous de la moyenne européenne, alors que le chômage des jeunes est de 5 % au-dessus de cette moyenne et que le taux de taxation qui grève nos salaires dépasse de 12 % la moyenne européenne.

Dans le dossier de l'assimilation des ouvriers et des employés, le gouvernement peut facilement se retrancher derrière les partenaires sociaux et leur faire porter le chapeau. Il n'y réussira cependant pas dans le dossier des PME. Je ne vois aucun progrès dans ce dossier.

En ce qui concerne les représentants des travailleurs dans les PME, on risque la condamnation par la Cour de justice et l'annulation du projet d'arrêté royal par le Conseil d'État.

L'arrêt de la Cour sera connu d'ici peu et je suis disposé à discuter des conséquences de celui-ci pendant les vacances de Pâques. Le gouvernement devra encore trancher certains points dans ce dossier, à moins qu'il ne veuille prendre le risque de voir les élections sociales de 2008 se dérouler de façon chaotique. La loi stipulant que des conseils d'entreprise doivent être installés à partir de 50 travailleurs n'a jamais été appliquée. Une loi ne peut être modifiée par arrêté royal.

01.06 Annemie Turtelboom (VLD) : Il faudra attendre le jugement de la Cour européenne de Justice, ainsi que la concertation gouvernementale et l'avis des partenaires sociaux au sujet de la proposition du conseil des ministres.

Le président : Il serait regrettable que le statut unique ne figure pas dans le prochain accord de gouvernement. Il faut accentuer la pression sur les partenaires sociaux. En l'espèce, il appartiendra au monde politique de jouer un rôle moteur.

01.07 Greta D'hondt (CD&V) : Je n'inscrirais ce point dans un accord de gouvernement que si j'étais convaincue qu'il peut être mené à bien.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Greta D'hondt et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de Mme Greta D'hondt
et la réponse du ministre de l'Emploi,
demande au gouvernement :

- d'assurer la mise en œuvre intégrale de l'accord de gouvernement en ce qui concerne l'emploi et le droit du travail;
- d'élaborer un schéma de base pour le rapprochement des statuts d'ouvrier et d'employé;
- d'apporter toute la clarté concernant la transposition intégrale de la directive européenne sur la représentation des travailleurs et de prendre les mesures utiles en la matière."

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Danielle Van Lombeek-Jacobs, Magda Raemaekers, Maggie De Block et M. Bruno Van Grootenbrulle.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

02 Question de Mme Maggie De Block au ministre de l'Emploi sur "la transposition de la directive européenne 2004/40/CE" (n° 14628)

02.01 Maggie De Block (VLD): La directive européenne 2004/40/CE doit être transposée d'ici à avril 2008 au plus tard. Cette directive tend à protéger les travailleurs contre l'exposition aux champs électromagnétiques.

Il n'a pas été tenu compte dans cette directive de l'utilisation des champs électromagnétiques en médecine. Dans ces conditions irréalistes, les médecins et le personnel soignant qui utilisent des appareils d'IRM ne peuvent plus travailler dans des conditions normales. À l'époque, le secteur a tout simplement été oublié.

Des normes européennes existent pour les appareils d'IRM. Leur efficacité a été démontrée depuis longtemps et 500 millions de patients ont déjà été soignés sans problèmes dans ces conditions. Le centre d'expertise a évalué positivement l'utilisation de l'IRM.

La Société royale belge de radiologie a exprimé ses inquiétudes à propos de la transposition de la directive.

Le ministre est-il informé des critiques formulées à propos de la directive ? Y a-t-il déjà eu concertation avec le ministre de la Santé publique ? La directive sera-t-elle transposée dans le délai imparti ? Le ministre est-il au courant des critiques formulées dans d'autres États membres ? Le ministre soulèvera-t-il le problème lors du prochain Conseil des ministres ?

02.02 Peter Vanvelthoven, ministre (en néerlandais) : Ce problème ne m'est pas inconnu. La directive concernée contient des dispositions minimales qui devront être intégrées dans chaque législation nationale, ce qui signifie que les États membres ne seront autorisés à promulguer que des normes plus sévères. Cette directive devra être transposée avant avril 2008. Mon administration a préparé un projet d'arrêté royal qui est depuis janvier de cette année au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail. Le Conseil supérieur a créé une commission *ad hoc* et l'a chargée de préparer un avis. Dans le cadre de la préparation de cet avis, il ne fait aucun doute que nous examinerons avec le plus grand soin l'utilisation de certains appareils médicaux. À l'heure où je vous parle, j'attends cet avis.

Dans tous les États membres, des critiques identiques ont été émises. Les objections à cette directive ont été traitées dès le printemps 2003 au cours des travaux du Groupe Questions Sociales du Conseil européen. Par conséquent, je ne juge pas utile de réinscrire ce problème à l'ordre du jour européen puisqu'il n'y a pas d'éléments neufs.

02.03 Maggie De Block (VLD) : J'espère que la date butoir de début 2008 sera respectée. Quand le ministre espère-t-il recevoir l'avis du Conseil supérieur ?

02.04 Peter Vanvelthoven, ministre (en néerlandais) : Je n'en ai aucune idée. Je suppose qu'il se fera attendre encore quelques mois.

02.05 Maggie De Block (VLD) : Vous ne le recevrez donc plus avant la fin de cette législature.

L'incident est clos.

03 Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de l'Emploi sur "le retrait de la nomination du président du comité de direction du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale" (n° 14656)

03.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Selon la presse, le gouvernement aurait rapporté la nomination de M. Maeter en qualité de président du comité de direction du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. Après une longue période de transition, M. Maeter avait été nommé pour succéder à M. Jadot mais la

procédure de nomination a été entachée de fautes de procédure, plus précisément en ce qui concerne l'entretien de sélection avec le ministre. Cette phase de la procédure devrait à présent être recommencée.

Pourquoi ne recommence-t-on pas toute la procédure de recrutement ?

L'arrêté royal du 29 octobre 2001 a modifié le mode de recrutement des hauts fonctionnaires par l'ajout d'un entretien entre le ministre et les lauréats à la fin de la procédure. Les ministres bénéficient-ils à cette occasion d'une aide extérieure ?

Le ministre n'estime-t-il pas qu'on porterait atteinte au principe d'objectivité en ne recommençant que le seul entretien avec le ministre ?

03.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Il est exact que la nomination de M. Maeter à la présidence du comité de direction du SPF Emploi a été rapportée. La procédure a été entachée d'une imperfection. Une consultation juridique a permis de conclure qu'il suffit de recommencer la procédure à partir de la phase où le vice de forme s'est produit. Cette solution est en outre préférable dans la mesure où elle évite à l'administration une longue période d'incertitude. J'aurais évidemment aussi pu attendre qu'un arrêt soit rendu.

Dans l'intervalle, M. Vanthuyne a été désigné comme président intérimaire. Il avait par ailleurs déjà assuré cette fonction après le départ de M. Jadot.

03.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je vous rappelle que, sous le gouvernement Verhofstadt I, une enquête extrêmement coûteuse avait été menée auprès de la population, l'interrogeant sur son accord ou non avec des nominations objectives et dépolitisées dans le secteur public. La population s'est massivement déclarée d'accord avec ce principe, mais la pratique est tout autre. Les nominations politiques battent leur plein sous ce gouvernement.

Comment cette nomination aurait-elle pu être objective ? Il fallait que le président du SPF Emploi soit francophone, au risque de voir menacé l'équilibre linguistique précaire au niveau des fonctionnaires dirigeants. Le PS a par ailleurs exigé que le successeur de M. Jadot soit un membre de ce même parti et a avancé le valet fidèle du parti, Pierre-Paul Maeter, comme seul candidat possible.

Pour toutes les nominations récentes de fonctionnaires dirigeants, c'est finalement un candidat A qui a été choisi. Cette nomination rompt avec cette tradition, puisque c'est un candidat B qui a été retenu. Que faut-il en penser ?

Il serait préférable que le gouvernement réorganise intégralement la procédure de nomination. Dans le cas contraire, il ratera l'occasion de nommer le meilleur candidat à la tête du SPF Emploi. Mais nul doute qu'avant la fin de la législature violette, ce SPF devra à nouveau être dirigé par un candidat du PS.

03.04 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Je proteste contre cette manœuvre qui consiste à mettre en doute l'objectivité du Selor. Le ministre n'intervient que tout à la fin de la procédure, au moment où il s'entretient avec les candidats retenus en dernier lieu par le Selor. En outre, je m'inscris en faux contre l'allégation de M. Verherstraeten selon laquelle je me serais trouvé coincé dans une position où je n'aurais plus eu la moindre marge de manœuvre. Il se trouve que les deux derniers candidats étaient francophones. Pour sa sélection finale, le Selor ne tient pas compte du régime linguistique des candidats.

03.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je ne mets nullement en doute l'intégrité du Selor. Sous le gouvernement précédent, la sélection des fonctionnaires dirigeants était basée entièrement sur une évaluation ou assessment. Mais sous la coalition violette, la participation du ministre a été instaurée tout à coup. En outre, la politique joue bien un rôle dans la composition des jurys. La vérité, c'est que le ministre ne pouvait pas nommer un candidat néerlandophone car il aurait été inconcevable de porter atteinte à l'équilibre linguistique.

03.06 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Le fait est qu'il n'y avait aucun néerlandophone parmi

les deux derniers candidats.

03.07 Servais Verherstraeten (CD&V) : Quoi que puisse prétendre le ministre, M. Maeter a toutes les chances de devenir le nouveau président du comité de direction du SPF Emploi.

L'incident est clos.

04 Question de M. Guy D'haeseleer au ministre de l'Emploi sur "la retenue de frais administratifs et le refus de primes par des Fonds de sécurité d'existence" (n° 14681)

04.01 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : Notre système de sécurité sociale distingue des fonds de sécurité d'existence. Dans le secteur de la construction, il existe ainsi un fonds chargé de verser la prépension à un certain nombre d'anciens travailleurs du secteur. Pour les personnes qui ne perçoivent pas ce versement par l'intermédiaire d'un syndicat, le fonds prélève 12 % du montant au titre de « prélèvement administratif ». Il n'est pas procédé à cette retenue chez les personnes qui perçoivent ce versement par l'intermédiaire du syndicat. Dans cette logique, le versement effectué par le biais d'une instance intermédiaire s'avère donc moins coûteux qu'un versement émanant directement du fonds. Dans le secteur de la pêche, le « *Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Zeevisserij* » ne verse une prime de fin d'année complémentaire qu'aux membres d'une organisation syndicale.

Ces deux exemples ne reflètent-ils pas une situation discriminatoire ? Ne constituent-ils pas une atteinte à la liberté d'association, garantie par la Constitution ?

La loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence prévoit en son article 6 que les fonds ne peuvent être financés que par des cotisations patronales. En retenant 12 % sur le montant de la prépension des membres non syndiqués ou en ne versant une prime de fin d'année complémentaire qu'aux membres syndiqués, certains fonds de sécurité d'existence se financent en fait également par les cotisations de certains travailleurs. Ne s'agit-il pas, en l'occurrence, d'une violation de la loi ?

Le ministre est-il disposé à attirer l'attention des fonds concernés sur cette discrimination ?

04.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Bien que les fonds de sécurité d'existence ne fassent pas partie intégrante du système de sécurité sociale, je contacterai le président du Conseil national du travail à ce sujet.

04.03 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : J'aurais souhaité obtenir de plus amples informations au sujet de la légalité des retenues. L'administration soumet tout de même les CCT à un contrôle de légalité afin de détecter les illégalités ? Les fonds abusent tout simplement de l'ignorance des citoyens, car les plaignants se voient rembourser la retenue de 12%.

Quand le ministre contactera-t-il le président du Conseil national du travail ?

04.04 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : J'en informerai le président de la commission.

04.05 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang) : J'espère obtenir de nouvelles informations pendant les vacances de Pâques.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de l'Emploi sur "la lutte contre le chômage de longue durée chez les jeunes peu qualifiés dans la région de Courtrai" (n° 14721)

05.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Dans la région de Courtrai, où un certain nombre de jeunes peu qualifiés étaient au chômage depuis longtemps, le CPAS local a lancé une expérience destinée à les aider à trouver un emploi. Pour ce groupe, l'approche normale ne produisait de toute évidence pas de résultats.

La politique d'activation de 2004 et de 2005 a-t-elle échoué pour ce groupe ? L'ONEm ne suit-il pas ces jeunes ? Le ministre a-t-il connaissance de cette expérience ? Dans quelle mesure est-elle compatible avec la

politique d'activation ? On a également pu lire que la menace de sanctions n'opérait pas sur ce groupe. Cela signifie-t-il que ces jeunes n'ont pas été suspendus, bien qu'ils témoignent d'une manifeste mauvaise volonté dans la recherche d'un emploi ?

05.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Après vérification, il est apparu que l'ONEm n'avait pas été informé de l'existence de cette initiative spécifique du CPAS de Courtrai. L'expérience vise vraisemblablement les bénéficiaires du revenu d'intégration et non les chômeurs indemnisés. Bien que la politique d'activation de l'ONEm porte ses fruits, il subsiste toujours des cas pour lesquels il est difficile de trouver une solution. Des initiatives complémentaires telles que celle-ci sont alors évidemment les bienvenues. L'ONEm continue de suivre attentivement le parcours des jeunes dans la recherche d'un emploi. Lorsque le VDAB signale qu'une personne en particulier refuse de coopérer, elle est suspendue, voire exclue sur-le-champ.

05.03 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Selon le ministre, la politique d'activation porte ses fruits, mais pas pour tout le monde. Nous apprenons en outre que l'ONEm n'est pas au courant de cette expérience, bien qu'il s'agisse bel et bien de chômeurs et qu'elle ne relève donc pas du CPAS.

05.04 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Des chômeurs indemnisés ?

05.05 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Oui.

Le **président** : Ils peuvent être activés par d'autres méthodes encore ?

05.06 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Les jeunes sont probablement identifiés dans le cadre d'un accompagnement budgétaire ou de la gestion de budgets.

Le **président** : Mais vous ne le savez pas avec certitude.

05.07 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Il n'incombe pas au CPAS de déterminer qui est chômeur ou pas, mais le CPAS concerné réagit avec une étonnante promptitude et utilise une méthode qui pourrait également être utile pour le VDAB et l'ONEm.

L'incident est clos.

Le **président** : La question n° 14729 de Mme De Meyer sera posée demain et la réponse sera fournie par le ministre des Affaires sociales.

La discussion des interpellations et des questions se termine à 12 h 11.

De vergadering wordt geopend om 10.41 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

De **voorzitter**: De interpellatie nr.1051 van mevrouw D'hondt wordt ingetrokken. Vraag nr. 14667 van mevrouw D'hondt wordt gesteld in de commissie Financiën.

01 Samengevoegde interpellatie en vraag van

- mevrouw Greta D'hondt tot de minister van Werk over "de realisaties van het regeerakkoord" (nr. 1050)
- mevrouw Annemie Turtelboom aan de minister van Werk over "zijn voornemen om de grens voor de oprichting van ondernemingsraden te verlagen tot 50 werknemers" (nr. 14717)

01.01 Greta D'hondt (CD&V): Ik protesteer tegen het feit dat de regering deze commissie veel te weinig werk geeft. Buiten heel wat vragen en enkele wetsvoorstellen hebben we nauwelijks brood op de plank. Waar zijn al die wetsontwerpen die de regering voor het einde van de regeerperiode heeft aangekondigd? Ik vraag me meer en meer af waarvoor de regering ons de tweede week van de paasvakantie opeist? Het is duidelijk niet langer het Parlement dat zijn eigen agenda bepaalt.

De **voorzitter**: Het is inderdaad wachten op de teksten van de aangekondigde wetsontwerpen.

01.02 Greta D'hondt (CD&V): Op het vlak van tewerkstelling is de top van Leuven haast geruisloos verlopen. Deze keer geen schreeuwerige borden op de achtergrond van de persconferenties waarop tweehonderdduizend nieuwe banen worden aangekondigd. In het paarse regeerakkoord werd een forse stijging van het aantal banen aangekondigd: van 4.200.000 naar 4.400.000!

De doelstelling van 200.000 klopte van bij het begin al niet, omdat er einde 2002 geen 4.200.000 mensen aan het werk waren, dus vertrok men van een fout uitgangspunt. In werkelijkheid is de werkgelegenheid tussen 2003 en 2007 gestegen zijn met ongeveer 160.000 eenheden. Belangrijker is echter dat er einde februari 2007 maar liefst 548.854 niet-werkende werkzoekenden waren in ons land, tegenover 480.961 begin februari 2000. Er zijn dus 70.000 werkzoekenden bijgekomen tijdens deze regeerperiode. Erger nog, de hardnekkige, langdurige werklozen vormen 51,6 procent van deze groep.

De werkgelegenheidsgraad is gestegen van 59,9 tot 60,9 procent, maar we zijn dus nog lang niet aan de 70 procent die we tegen 2010 wilden bereiken. We blijven hangen rond 60 procent terwijl de werkgelegenheidsgraad in Europa 65,2 procent bedraagt, in Duitsland 65,4 procent en in Nederland zelfs 73,2 procent. De werkgelegenheidsgraad bij vrouwen is in ons land de laagste in Europa op Spanje na. De werkgelegenheidsgraad bij ouderen bedraagt 32 procent, 12 procent onder het Europese gemiddelde, ondanks alle maatregelen opgelegd door het Generatiepact.

Hoe zit het verder met de verlaging van de lasten op arbeid? Is er geen nood aan meer stroomlijning van de vele maatregelen?

Onze productiviteitsgraad bedraagt 122,9 procent, terwijl het Europese gemiddelde 100 procent bedraagt. De tewerkstelling wordt dus in stand gehouden door de hoge productiviteit in ons land.

Hoe staat het met de verlaging van de belastingen op arbeid? Een alleenstaande man in ons land draagt 55,4 procent van zijn loon af aan de belastingen terwijl het Europese gemiddelde slechts 42,6 procent bedraagt. Wanneer hij een gezin te onderhouden heeft zakt dat percentage naar 40,1 procent, terwijl het Europese gemiddelde 32,1 procent bedraagt. Zowel voor de ondernemers als voor de werknemers wordt arbeid in ons land dus het zwaarst belast in de hele Europese Unie.

Hoever staat het met de harmonisering van de statuten van arbeiders, bedienden en zelfstandigen? Er zijn inspanningen gebeurd voor de zelfstandigen, maar de statuten van arbeiders en bedienden liggen nog steeds ver uit elkaar, hoewel dit een belangrijk punt was van het regeerakkoord.

De regering is nu al twee jaar in overtreding inzake de richtlijn betreffende de werknemersvertegenwoordiging in de KMO's, die tegen einde maart 2005 moest omgezet zijn in Belgisch recht. Daar komt nog bij dat het ontwerp van KB inzake de sociale verkiezingen van volgend jaar vernietigd is door de Raad van State. Misschien kan dat ook nog opgelost worden voor de paasvakantie.

01.03 Annemie Turtelboom (VLD): De omzetting van de Europese richtlijn 2002/14 EG tot vaststelling van het algemeen kader betreffende informatie en raadpleging van werknemers in de Europese Gemeenschap blijft nog steeds uit. Na de vernietiging door de Raad van State van het ontwerp van KB over de sociale verkiezingen heeft de minister verklaard dat hij de drempel voor de oprichting van ondernemingsraden wil verlagen van 100 naar 50 werknemers. Ook wil hij nog een nieuw uitvoeringsbesluit nemen voor het einde van de zittingsperiode.

Wat is de stand van zaken inzake de omzetting van de Europese richtlijn? Hebben de werknemersorganisaties een sluitende juridische argumentatie kunnen leveren waaruit moet blijken dat de vakbondsvertegenwoordiging in KMO's wordt opgelegd door deze richtlijn? Wordt het voorstel om de drempel te verlagen tot 50 werknemers gedragen door de hele regering? Hoe rijmt de minister dat voorstel met de visie dat ook de werkgevers meetellen in het debat? Zal er nog overleg worden gepleegd met de sociale partners? Wat is de vooropgestelde timing voor de publicatie van het nieuwe KB?

01.04 Minister Peter Vanvelthoven (*Nederlands*): De Ministerraad in Leuven had niet tot doel het rapport van de regering of de ministers op te stellen of een overzicht te geven van de realisaties.

De economische begroting 2007 die het Instituut voor Nationale Rekeningen en het Planbureau op basis van administratieve gegevens opstelden, werd gebruikt bij de begrotingscontrole van het voorbije weekend. De werkgelegenheidsgraad bedroeg 61,7 procent in 2003, 61,8 in 2004, 62 in 2005, 62,2 in 2006. In 2007 zal dat 62,5 zijn. De binnenlandse werkgelegenheid lag in 2007 ongeveer 160.000 eenheden hoger dan in 2003. Dat we onze aanvankelijke ambitie niet gehaald hebben, komt onder meer omdat de werkgelegenheidsgraad tussen 2003 en 2006 ondanks de toename aan jobs niet sterker is gestegen.

De werkloosheidsgraad ging van 8,2 procent in 2003 over 8,4 procent in 2004 en 2005 naar 8,3 procent in 2006. Dat komt omdat de beroepsbevolking tussen 2003 en 2006 met 123.000 eenheden toenam, terwijl de werkgelegenheid met 111.400 eenheden groeide. In 2007 zal de werkgelegenheid met 45.600 eenheden toenemen, de beroepsbevolking zal met slechts 28.400 eenheden toenemen. Verwacht wordt dat de werkloosheid met 70.500 eenheden zal dalen, wat de Eurostat-werkloosheidsgraad zou doen zakken naar 7,9 procent.

Uit het jaarverslag 2006 van de Nationale Bank blijkt dat de arbeidsintensiteit van de economische groei het niveau van het einde van de jaren '90 heeft bereikt. Dat valt te verklaren door de loonkostenverlaging voor lage lonen en door het stelsel van dienstencheques, waardoor minder productieve arbeid betaalbaar blijft. De economische groei blijft overigens ook in 2007 structureel hoger in België dan in de buurlanden.

De gegevens van Eurostat liggen op een lager niveau, maar geven dezelfde tendens: van 59,6 procent in 2003 naar 60,9 in 2006. We zijn dus nog ver af van de 65 procent die in het regeerakkoord stond, maar de ontwikkeling is wel gunstig.

In het rapport van november 2006 van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven staat, dat de werkgelegenheid tussen 2005 en 2006 steeg met 2,4 procent. In de drie buurlanden ging het om 0,5 procent. Gemeten volgens het aantal gewerkte uren, bedroeg de groei bij ons 2,2 procent. In de buurlanden was er een daling met 0,5 procent.

Het aantal betalingen door de RVA daalt al maanden. Sinds mei 2006 daalt de vergoede werkloosheid maandelijks ten opzichte van de overeenstemmende maand het jaar voordien. In Vlaanderen is de afname spectaculair, maar ook in Wallonië was er een maandelijks daling. De cijfers voor Brussel blijven minder gunstig.

Tussen mei 2006 en januari 2007 daalde de jeugdwerkloosheid elke maand met ongeveer 8 procent tegenover het jaar voordien. In Vlaanderen ging het zelfs om dalingen met 15 procent, met een uitschieter van 21 procent in januari 2007. Ook in de andere Gewesten was de evolutie gunstig. De langdurige werkloosheid daalt dan weer gestaag in Vlaanderen en Wallonië, maar niet in Brussel.

De voorbereiding van de arbeidsmarkt op de veroudering van de beroepsbevolking was een rode draad in het regeringsbeleid. De meeste maatregelen uit het Generatiepact zijn inmiddels omgezet in wetteksten en uitvoeringsbesluiten. Het pact bevatte maatregelen langs vraag- en aanbodzijde. Dankzij het pakket bijkomende maatregelen voor laaggeschoolde jongeren was er ook oog voor het evenwicht tussen de generaties.

De nieuwe aanpak inzake herstructureringen had duidelijk effect. Brugpensioen en canada dry zijn niet meer de eerste en enige opties. De goedgekeurde sociale plannen bevatten voldoende activerende maatregelen. In het kader van het KB van 16 juli 2004 werden de bijdrageverminderingen bovendien substantieel versterkt.

De leeftijds- en anciënniteitsvoorwaarden van het conventioneel brugpensioen worden geleidelijk verhoogd vanaf 2008, zonder dat sociale rechten worden aangetast. In het interprofessioneel akkoord hebben de sociale partners de concepten zware beroepen en gelijkgestelde periodes ingevuld. De bijdragevoeten voor

canada dry en brugpensioen zijn van die aard dat uitstoot op lagere leeftijd onaantrekkelijk wordt. De weigering tot doorbetaling bij werkhervatting wordt zwaar afgestraft. De sociale partners hebben voor aanvullende brugpensioenen een cao afgesloten die de doorbetaling waarborgt. De solidarisering van de brugpensioenkosten voor oudere werknemers zal geregeld worden in het uitvoeringsbesluit van de wet van 2002. De werkhervattingstoeslag wordt versneld toegekend. De bijkomende bijdragevermindering treedt in werking op de geplande datum. Het veelvuldig en toenemend gebruik van het ervaringsfonds en de aard van de ingediende projecten tonen bovendien aan dat er steeds meer aandacht is voor de tewerkstelling van ouderen.

We kunnen de effecten van de diverse maatregelen nog niet meten, maar het is wel duidelijk dat de mentaliteit bij bedrijven en bevolking wijzigt. Uit een recente enquête van SD Worx blijkt dat mensen vóór het Generatiepact op hun zesenvijftigste met pensioen wilden. Nu is dat 57. Ze verwachten echter pas met pensioen te kunnen op hun tweeënzestigste. Vroeger was dat op hun zestigste. De arbeiders van Agfa-Gevaert dienden bij de herstructurering zelfs geen aanvraag in voor vervroegd brugpensioen. Dat betekent dat de oudere werknemers in het bedrijf konden blijven werken en dat voor jongeren een nieuwe baan werd gezocht.

Toen de regering aantrad, nam ze zich voor de lasten op arbeid verder te verlagen. Er werden vijf doelgroepen afgesproken: laaggeschoolden, deeltijdse banen, kennisjobs, ouderen en non-profit. De minimumgrens inzake lastenverlaging voor lage lonen werd op 1 januari 2004 verhoogd naar 1.770 euro per maand en op 1 januari 2005 naar 1.956,90 euro per maand.

Door de loonkosten van laagbezoldigde jobs te verlagen, wordt de tewerkstelling aangemoedigd. Daarnaast werd het stelsel van de startbaanovereenkomsten hervormd vanaf 1 januari 2004. In plaats van een maximumduur van een jaar, kan een startbaanovereenkomst verlengd worden tot een werknemer 26 jaar wordt. Ook de lastenverlaging voor laaggeschoolde jongeren werd uitgebreid tot 1.000 euro tijdens de eerste acht kwartalen, gevolgd door 400 euro per kwartaal tot de werknemer 26 jaar is. In het Generatiepact werd bepaald dat de erg laaggeschoolde werknemers 1.000 euro lastenvermindering krijgen per kwartaal gedurende vier jaar. Zij hebben ook recht op een maandelijks wachtuitkering van 350 euro gedurende zes maanden. Vanaf 1 juli 2006 is er een bijkomende lastenverlaging van 300 euro per kwartaal voor 19- en 20-jarigen, die gradueel afneemt tot 30 euro voor 29-jarigen.

De formule voor de structurele vermindering voor deeltijdse werknemers werd aangepast. Vanaf 1 april 2007 wordt het recht op lastenverlaging voor deeltijdse werknemers met een contractuele arbeidsduur van minstens 50 procent absoluut. De minimumgrens van 33 procent reële prestaties wordt verlaagd tot 27,5 procent. Voor de kennisjobs werd de plafonnering van de sociale bijdragen niet uitgevoerd, maar er kwam wel een eenvoudiger systeem. Via een hogelonencomponent werd vanaf 1 januari 2004 een lastenverlaging van 1,73 procent ingebouwd op het loongedeelte boven 4.000 euro.

Door het Generatiepact komt er vanaf 1 april 2007 een graduele verhoging van de lastenvermindering vanaf 50 jaar. Op 50 jaar bedraagt de lastenverlaging 50 euro, maar die wordt elk jaar verhoogd, zodat op 65 jaar de lastenverlaging 800 euro per kwartaal is. Hierdoor moet de stijging van de loonkosten door baremaverhogingen of verlies aan productiviteit worden opgevangen. Vanaf 1 juli 2004 steeg de lastenverlaging van de sociale Maribel van 288,18 euro per kwartaal naar 322 euro en vanaf 1 januari 2005 tot 354,92 euro.

De belofde 800 miljoen euro aan lastenverlagingen is gehaald. De structurele vermindering steeg van 2,9 miljard euro in 2003 naar 3,8 miljard euro in 2005. Voor de tewerkstelling in de non-profitsector steeg het totale bedrag voor de sociale Maribel van 339 miljoen euro in 2003 naar 612 miljoen euro in 2005.

Voor het zelfstandigenstatuut is er in deze regeerperiode inderdaad heel wat gebeurd. Dit is echter een bevoegdheid van de minister van Middenstand.

De sociale partners hebben een commissie onder leiding van professor Vanachter opgericht om te werken aan het eenheidsstatuut voor arbeiders en bedienden. Ik heb de sociale partners op 26 oktober ontvangen. Zij zijn alle tien van oordeel dat er vooruitgang geboekt wordt en hebben gezegd dat zij graag voort zouden werken. Omdat zij de besprekingen niet wilden vermengen met de onderhandelingen over het nieuwe interprofessioneel akkoord, legden zij hun werkzaamheden tot begin dit jaar stil. Ik hecht veel belang aan het sociaal overleg en ik wil de commissie de kans geven om zich hierover zelf uit te spreken. Uit het IPA blijkt duidelijk dat de sociale partners de toenadering tussen de statuten van arbeiders en bedienden ernstig nemen.

De regering heeft de Europese richtlijn over de werknemersvertegenwoordiging in de KMO's omgezet voor wat betreft de verplichting tot economische en financiële informatie en werkgelegenheid. De Nationale Arbeidsraad bracht hierover op 24 maart 2005 een verdeeld advies uit. Sinds 3 maart 2005 is de omzettingstermijn verstreken en ondertussen loopt er een procedure bij het Europese Hof, dat zijn oordeel eind deze maand zal uitspreken, waarna er dwangsommen kunnen worden opgelegd.

Ik heb een compromis aan de Ministerraad voorgesteld. Voor de ondernemingen tussen de vijftig en honderd werknemers heb ik voorgesteld dat naast het comité voor preventie ook een ondernemingsraad wordt opgericht, waarin de leden van het comité zitting zouden hebben, zodat er geen aparte verkiezingen georganiseerd moeten worden en er geen extra beschermden bijkomen. In ondernemingen met minder dan vijftig werknemers met een syndicale delegatie, zou de syndicale delegatie de informatieopdrachten kunnen overnemen. In ondernemingen met minder dan vijftig werknemers zonder syndicale delegatie en met een significant hoger aantal arbeidsongevallen zou er een delegatie moeten komen vanaf twintig werknemers. Dit voorstel komt tegemoet aan de verzuchtingen van de werkgevers en de werknemers, maar er is nog geen akkoord over bereikt.

In het advies van de Raad van State wordt opgemerkt dat het KB dat de sociale verkiezingen in 2008 regelt, geen juridische grondslag heeft om pas vanaf honderd werknemers ondernemingsraden op te richten. De wet van 1948 heeft het over vijftig werknemers en dat kan niet worden opgetrokken in een KB.

Ik wil zowel de belangen van de werknemersorganisaties als die van de werkgeversorganisaties in acht nemen. Ik zal er alles aan doen om deze problematiek nog op te lossen voor het einde van de regeerperiode. Als wij de opmerkingen van de Raad van State zouden negeren, dan zouden de sociale verkiezingen volgend jaar chaotisch kunnen verlopen. Vakbonden zouden naar de rechtbank kunnen stappen om verkiezingen vanaf vijftig werknemers te eisen. We moeten afstand nemen van de symboliek van de hele discussie en ervoor zorgen dat de sociale verkiezingen wettelijk verlopen.

01.05 Greta D'hondt (CD&V): De economische groei is in ons land aanzienlijk sterker dan in de andere Europese lidstaten. Toch slagen we er niet in die groei te vertalen in een stijging van de werkgelegenheid. De werkgelegenheidsgraad ligt 5 procent lager dan het Europese gemiddelde, de jeugdwerkloosheid vijf procent hoger en onze lonen worden 12 procent meer belast dan het Europese gemiddelde.

De regering kan zich voor het dossier over de gelijkschakeling van arbeiders en bedienden gemakkelijk verstoppen achter de brede rug van de sociale partners. Dat lukt niet voor het dossier over de KMO's. Ik zie geen enkele vooruitgang in dit dossier.

In verband met de werknemersvertegenwoordigers in de KMO's dreigt het risico van een veroordeling door het Hof van Justitie en de verbreking van het ontwerp van koninklijk besluit door de Raad van State.

De uitspraak van het Hof zullen we binnenkort kennen en ik sta klaar om de gevolgen ervan in de

paasvakantie te bespreken. De regering moet in dit dossier nog knopen doorhakken, tenzij ze het risico wil nemen dat de sociale verkiezingen van 2008 chaotisch verlopen. De wet zegt nu eenmaal dat er ondernemingsraden moeten zijn vanaf vijftig werknemers, maar werd nooit toegepast. Een wet kan niet bij KB worden gewijzigd.

01.06 Annemie Turtelboom (VLD): We moeten de uitspraak van het Europees Hof van Justitie afwachten en daarna ook nog het regeringsoverleg en het advies van de sociale partners over het voorstel van de Ministerraad.

De **voorzitter**: Het zou jammer zijn mocht het eenheidsstatuut niet in het volgende regeerakkoord staan. De druk op de sociale partners moet worden opgevoerd. De drijvende kracht zal in dit geval toch van de politiek moeten komen.

01.07 Greta D'hondt (CD&V): Ik zou het alleen in een regeerakkoord zetten als ik zou geloven dat het een kans maakt.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Greta D'hondt en luidt als volgt:

"De Kamer,

gehoord de interpellatie van mevrouw Greta D'hondt

en het antwoord van de minister van Werk,

vraagt de regering

- werk te maken van de volledige uitvoering van het regeerakkoord op het vlak van werkgelegenheid en arbeidsrecht;
- een basisschema op te stellen voor de toenadering van de statuten arbeiders-bedienden;
- duidelijkheid te verschaffen en maatregelen te nemen met betrekking tot de volledige omzetting van de Europese richtlijn inzake werknemersvertegenwoordiging."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Danielle Van Lombeek-Jacobs, Magda Raemaekers, Maggie De Block en de heer Bruno Van Grootenbrulle.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Maggie De Block aan de minister van Werk over "de omzetting van de Europese richtlijn 2004/40/EG" (nr. 14628)

02.01 Maggie De Block (VLD): De Europese richtlijn 2004/40/EC moet uiterlijk in april 2008 worden omgezet. De richtlijn heeft tot doel om werknemers te beschermen tegen blootstelling aan elektromagnetische velden.

In deze richtlijn werd geen rekening gehouden met het gebruik van elektromagnetische velden in de geneeskunde. Dokters en verpleegkundigen die met MRI toestellen werken kunnen onder deze onrealistisch voorwaarden hun werk maar gedeeltelijk of helemaal niet meer doen. Men heeft de sector destijds gewoon vergeten.

Voor de MRI toestellen bestaan Europese normen die hun deugdelijkheid al lang hebben bewezen en waaronder al 500 miljoen patiënten zonder problemen geholpen zijn. Ook het kenniscentrum evalueert het gebruik van MRI positief.

De Koninklijke Vereniging voor Radiologie heeft haar ongerustheid over de omzetting van de richtlijn geuit.

Is de minister op de hoogte van de bezwaren tegen deze richtlijn? Is er al overleg geweest met de minister van Volksgezondheid? Zal de richtlijn worden omgezet binnen de opgelegde termijn?

Kent de minister de bezwaren die in andere lidstaten werden geuit? Zal de minister de problematiek

aankaarten op de eerstvolgende Ministerraad?

02.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): De problematiek is mij bekend. De richtlijn bevat minimumbepalingen die in elke nationale wetgeving moeten worden opgenomen. De lidstaten kunnen alleen strengere normen uitvaardigen. In april 2008 moet de omzetting gebeurd zijn.

Mijn administratie heeft een ontwerp van KB gemaakt dat bij de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk ligt sinds januari van dit jaar. De Hoge Raad heeft een commissie ad hoc opgericht om een advies voor te bereiden. Het gebruik van bepaalde medische apparatuur zal zeker nader onderzocht worden bij de voorbereiding van dit advies. Ik wacht het advies af.

In alle lidstaten werd identieke kritiek geleverd. De bezwaren tegen de richtlijn werden reeds vanaf voorjaar 2003 behandeld tijdens de werkzaamheden van de groep sociale vraagstukken van de Europese Raad. Ik zie dan ook geen noodzaak om de problematiek opnieuw te agenderen op Europees niveau, er zijn geen nieuwe elementen.

02.03 **Maggie De Block** (VLD): Ik hoop dat de deadline van begin 2008 niet in gevaar komt. Wanneer verwacht de minister het advies van de Hoge Raad?

02.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Geen idee. Ik neem aan dat dit nog wel enkele maanden kan duren.

02.05 **Maggie De Block** (VLD): Dus niet meer voor het einde van deze regeerperiode.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de minister van Werk over "de intrekking van de benoeming van de voorzitter van het directiecomité van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" (nr. 14656)**

03.01 **Servais Verherstraeten** (CD&V): De pers meldt dat de regering de benoeming van de heer Maeter tot voorzitter van het directiecomité van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg zou ingetrokken hebben. Na een lange overgangsperiode werd hij benoemd als opvolger van de heer Jadot, maar bij de benoeming zijn er procedurefouten gemaakt, meer bepaald tijdens het selectiegesprek met de minister. Deze fase van de procedure zou nu worden overgedaan.

Waarom wordt er niet voor geopteerd om de hele wervingprocedure opnieuw te doen?

Het KB van 29 oktober 2001 heeft de wervingprocedure voor topambtenaren aangepast door de ministers op het einde van de procedure een gesprek te laten voeren met de eindkandidaten. Kunnen de ministers hierbij rekenen op externe ondersteuning?

Acht de minister het feit dat uitsluitend het gesprek met de minister opnieuw zal gebeuren, geen schending van de objectiviteitsregel?

03.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Het klopt dat de benoeming van de heer Maeter tot voorzitter van het directiecomité van de FOD Werkgelegenheid ingetrokken is. Er is een onvolkomenheid in de procedure geslopen. Juridisch advies heeft uitgewezen dat het volstaat om de procedure te hernemen vanaf de fase waarin het vormgebrek zich heeft voorgedaan. Deze oplossing is bovendien verkieslijk omdat er zo geen lange periode van onzekerheid aanbreekt voor de administratie. Ik had natuurlijk ook kunnen wachten op een arrest.

In afwachting werd de heer Vanthuyne aangesteld tot voorzitter ad interim. Hij nam die functie trouwens al waar na het afscheid van de heer Jadot.

03.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik herinner eraan dat onder Verhofstadt I de bevolking via een peperdure bevraging werd gevraagd of zij akkoord ging met objectieve en niet-politieke benoemingen in de openbare sector. De bevolking ging massaal akkoord, maar ondertussen is de realiteit wel helemaal anders. De politieke benoemingen vierten hoogtij onder deze regering.

Hoe kon deze benoeming in alle objectiviteit worden gedaan? De voorzitter van de FOD Werkgelegenheid moest een Franstalige zijn, anders zou het precair taalevenwicht bij de topambtenaren in gevaar komen. Op de koop toe eiste de PS natuurlijk dat de opvolger van de heer Jadot een partijgenoot zou zijn en de kandidaat mocht bovendien niemand anders zijn dan de partijgetrouwe Pierre-Paul Maeter.

Bij alle recente benoemingen van een topambtenaar werd uiteindelijk altijd geopteerd voor een A-kandidaat. Bij deze benoeming werd met die traditie gebroken: men heeft voor een B-kandidaat gekozen. Is dat niet vreemd?

De regering zou beter de integrale benoemingsprocedure opnieuw doen. Anders mist ze een buitenkans om de beste kandidaat aan het hoofd van de FOD Werkgelegenheid te benoemen. Maar ja, voor het einde van de paarse regering moet er nu eenmaal opnieuw een PS'er aan het hoofd staan van deze FOD.

03.04 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): Ik protesteer tegen het in twijfel trekken van de objectiviteit van Selor. De inbreng van de minister komt pas helemaal op het einde van de procedure, wanneer hij een gesprek voert met de door Selor geselecteerde eindkandidaten. Ik spreek bovendien de bewering van de heer Verherstraeten tegen dat ik bij de benoeming in een harnas zou geklemd gezeten hebben dat mij geen enkele ruimte liet om te manoeuvreren. De laatste twee kandidaten waren nu eenmaal Franstalig. Selor houdt bij zijn eindselectie geen rekening met het taalregime van de kandidaten.

03.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik trek de integriteit van Selor helemaal niet in twijfel. Onder de vorige regering was de selectie van topambtenaren volledig op assessment gebaseerd, onder paars werd plots de inbreng van de minister ingevoerd. Bovendien speelt de politiek wel een rol bij de samenstelling van de jury's. De minister kon eenvoudigweg geen Nederlandstalige kandidaat benoemen: het taalevenwicht mag nu eenmaal niet verstoord worden.

03.06 Minister Peter Vanvelthoven (Nederlands): Bij de laatste twee kandidaten was er nu eenmaal geen Nederlandstalige.

03.07 Servais Verherstraeten (CD&V): Wat de minister ook moge beweren, de heer Maeter zal ongetwijfeld de nieuwe voorzitter van het directiecomité van de FOD Werkgelegenheid worden.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Guy D'haeseleer aan de minister van Werk over "de afhouding van administratiekosten en de weigering van premies door Fondsen voor Bestaanszekerheid" (nr. 14681)

04.01 Guy D'haeseleer (Vlaams Belang): In ons socialezekerheidsstelsel bestaan er zogenaamde fondsen voor bestaanszekerheid. In de bouwsector is zo een fonds actief dat het brugpensioen uitbetaalt aan een aantal voormalige werknemers van de sector. Voor wie deze uitkering niet ontvangt via een vakbond, houdt het fonds 12 procent van het bedrag in onder de noemer 'administratieve inhouding'. Voor wie zijn uitkering wel via de vakbond ontvangt, gebeurt die inhouding niet. Uitbetaling via een tussenstation is in deze logica dus goedkoper dan wanneer het fonds rechtstreeks betaalt. In de visserijsector betaalt het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de Zeevisserij een aanvullende eindejaarspremie uitsluitend uit aan wie lid is van een syndicale organisatie.

Zijn beide voorbeelden geen staaltjes van discriminatie? Zijn ze geen inbreuk op de grondwettelijk gewaarborgde vrijheid van vereniging?

De wet van 7 januari 1958 op de fondsen voor bestaanszekerheid bepaalt in artikel 6 dat de fondsen uitsluitend mogen gefinancierd worden met bijdragen van de werkgevers. Door 12 procent in te houden op de uitkering van het brugpensioen van niet-vakbondsleden of door een aanvullende eindejaarspremie uitsluitend aan vakbondsleden uit te betalen, worden fondsen voor de bestaanszekerheid in feite ook gestijfd met bijdragen van bepaalde werknemers. Is er hier geen sprake van een schending van de wet?

Is de minister bereid om deze discriminatie aan te kaarten bij de betrokken fondsen?

04.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Alhoewel de fondsen voor de bestaanszekerheid geen deel uitmaken van het stelsel van de sociale zekerheid, zal ik de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad hierover contacteren.

04.03 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Ik had meer informatie verwacht betreffende de wettelijkheid van de inhoudingen. De administratie onderwerpt cao's toch aan een legaliteitscontrole om onwettigheden op te sporen? De fondsen maken gewoon misbruik van de onwetendheid van de mensen, want klagers krijgen de 12 procent inhouding gewoon teruggestort.

Wanneer zal de minister contact opnemen met de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad?

04.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Dat zal ik aan de voorzitter van de commissie laten weten.

04.05 **Guy D'haeseleer** (Vlaams Belang): Ik hoop op nieuws tijdens de paasvakantie.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Werk over "de aanpak van langdurig werkloze laaggeschoolde jongeren in de regio Kortrijk" (nr. 14721)**

05.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): Omdat een aantal laaggeschoolde jongeren in het Kortrijkse langdurig werkloos bleef, zette het plaatselijke OCMW een experiment op om deze jongeren aan een job te helpen. Blijkbaar werkte de normale aanpak niet bij deze groep.

Heeft het activeringsbeleid van 2004 en 2005 gefaald voor deze groep? Worden zij niet opgevolgd door de RVA? Is de minister op de hoogte van dit experiment? Hoe wordt dit experiment gerijmd met het activeringsbeleid? Dreigen met sancties had geen zin bij deze groep, lezen we ook. Betekent dit dat zij niet geschorst werden ondanks hun manifeste onwil om werk te zoeken?

05.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Bij navraag bleek dat de RVA niet op de hoogte was van dit specifieke experiment van het Kortrijkse OCMW. Waarschijnlijk betreft het experiment leefloners, geen uitkeringsgerechtigde werklozen. Alhoewel het activeringsbeleid van de RVA zijn vruchten afwerpt, blijven er steeds gevallen over waarvoor moeilijk een oplossing kan worden gevonden. Dan zijn bijkomende initiatieven zoals dit uiteraard welkom. Het zoekgedrag bij jongeren wordt verder nauwgezet opgevolgd door de RVA. Wanneer de VDAB meldt dat een bepaald individu niet wil meewerken, wordt er onmiddellijk overgegaan tot schorsing of uitsluiting.

05.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): Volgens de minister werpt het activeringsbeleid vruchten af, maar niet voor iedereen. Ook horen we dat de RVA niet op de hoogte is van dit experiment, al gaat het wel degelijk om werklozen en is het dus niet de taak van het OCMW.

05.04 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Uitkeringsgerechtigde werklozen?

05.05 **Sabien Lahaye-Battheu** (VLD): Ja.

De **voorzitter**: Zijn er nog andere methodes voor hun activering?

05.06 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): De jongeren zijn waarschijnlijk bekend door een budgetbegeleiding of budgetbeheer.

De **voorzitter**: Maar dat weet u niet met zekerheid.

05.07 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Het is niet aan het OCMW om uit te zoeken wie er werkloos is of niet, maar het betrokken OCMW speelt wel zeer kort op de bal en hanteert een methode die ook nuttig zou kunnen zijn voor de VDAB en de RVA.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 14729 van mevrouw De Meyer wordt morgen gesteld, de minister van Sociale Zaken zal ze beantwoorden.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 12.11 uur.